

CE QU'IL RESTE DE LA POLITIQUE

Étienne Balibar

Editions Lignes | « Lignes »

2013/2 n° 41 | pages 11 à 14

ISSN 0988-5226

ISBN 9782355261190

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-lignes-2013-2-page-11.htm>

Pour citer cet article :

Étienne Balibar, « Ce qu'il reste de la politique », *Lignes* 2013/2 (n° 41), p. 11-14.
DOI 10.3917/lignes.041.0011

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Lignes.

© Editions Lignes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Ce qu'il reste de la politique

Étienne Balibar

Il me semble toujours assez dérisoire de réfléchir à l'état de la politique en commençant par en donner une « définition » subjective qui correspond à la nostalgie de ce qu'elle a été (chez les Grecs, les Jacobins ou les *Founding Fathers*, les Bolcheviks...), ou de ce qu'elle aurait pu être (si l'État, l'économie, la religion, la représentation n'existaient pas...), ou de ce qu'elle devrait être (comme pur mouvement de l'égalité ou comme transformation de la société), pour conclure alors à sa « fin ». Mais il est assez indigne et aussi complètement stérile de substituer à la question de *la* politique celle *du* politique, défini de façon métaphysique ou purement constitutionnelle, c'est-à-dire du point de vue de ceux qui croient pouvoir en conserver la figure existante et les rapports de domination qu'elle cristallise. C'est pourquoi, dans toute discussion portant sur la politique, j'insiste sur la nécessité d'une formulation dialectique, où seraient prises en compte au moins deux « contradictions » mouvantes : celle qui articule un aspect *insurrectionnel* (majoritaire ou minoritaire) et un aspect *institutionnel* (lequel ne se réduit certainement pas à l'État), et celle qui inscrit sur différentes scènes historiques à la fois des *actions politiques* (avec leurs « stratégies », dont chacune a sa rationalité) et des *événements impolitiques* (dont la violence extrême est toujours l'horizon possible, mais pas nécessairement la forme ultime). Ne nous cachons pas, dans ces conditions, que les figures du « sujet politique », individuelles (en particulier celle que désigne la notion traditionnelle du *citoyen*) et collectives (essentiellement référables à différentes constructions du *peuple*), sont toujours affectées, non seulement d'une contingence intrinsèque, mais d'une possibilité de *décomposition*, à laquelle peuvent contribuer toute sorte de causes externes et internes. Il se pourrait bien que nous soyons aujourd'hui

précisément dans une phase de ce genre, ce qui entraîne aussi un brouillage de la distinction et de la conscience même des acteurs (qu'il s'agisse des États, des propriétaires de capitaux, mais aussi des mouvements démocratiques), que viennent pallier tant bien que mal des notions comme celle de « gouvernance » ou sa contrepartie de gauche, la « politique de la multitude ».

Mais qui dit décomposition dit aussi demande, et tendances de recomposition. Toute la question est de savoir dans quel sens, selon quels rapports de forces, avec quels effets de civilisation elle peut s'opérer. En d'autres termes, je ne crois pas du tout à la *disparition de la politique*, même si j'observe comme tout un chacun les effets de « dépolitisation » et de « neutralisation » des espaces publics de décision, de représentation, de contestation, qui résultent de la mondialisation, de la prépondérance des marchés sur la souveraineté des États (et de l'asservissement volontaire des États aux marchés financiers par l'intermédiaire de la dette publique), l'éclatement des mouvements sociaux entre un corporatisme passéiste et un radicalisme utopique... En revanche je crois tout à fait à l'émergence de ce que Gramsci avait appelé un *interregnum*, qu'il définissait comme le moment historique, sans fin prédéterminée, dans lequel « *l'ancien est déjà mort* » alors que « *le nouveau ne peut naître* » – dont il concluait que les « *pathologies* » politiques allaient proliférer. Autrement dit je me pose la question de savoir comment nous allons tout à la fois résister à la destructivité d'une économie de la violence généralisée qui s'étend des banlieues « ghettoïsées » aux « états d'exception » normalisés au nom de la guerre contre le terrorisme, inventer des institutions représentatives pour l'âge des communications de masse et des migrations planétaires qui puissent assigner les investisseurs financiers à leurs responsabilités tout en répondant elles-mêmes devant les populations qu'elles gouvernent, ou encore surmonter les antagonismes « culturels » qui divisent les mouvements de résistance et d'indignation dans lesquels s'incarne aujourd'hui la virtualité d'un « peuple à venir ». Et je n'ai pas, bien sûr, de réponse ou de figure

d'*espérance* à délivrer, même si j'observe que toutes ces questions travaillent l'imagination des « soulèvements » éphémères, mais toujours et partout renaissants, où nous reconnaissons, non pas tant peut-être le « *réveil de l'histoire* » que sa vigilance inquiète.

Pour finir, je voudrais nommer deux questions névralgiques auxquelles tendent implicitement certaines des considérations précédentes. La première est celle du « populisme », en train de devenir (en Europe en particulier), une véritable obsession des politologues. Dans le contexte européen, l'usage dominant est prophylactique et diabolisant : il s'agit essentiellement de la vieille « crainte des masses », incorporée aux mécanismes de défense idéologiques de l'ordre établi, destinés à conjurer les contestations qui menaceraient la confiscation du pouvoir par des oligarchies ou la limitation des projets politiques par des dogmes économiques. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de risques aujourd'hui de forts mouvements néo-fascistes, nationalistes « rouges-bruns », ou antiparlementaires agressifs, bien au contraire. C'est pourquoi en d'autres lieux, après avoir soulevé l'hypothèse volontairement paradoxale d'un « populisme européen », j'en suis venu à l'idée d'un mouvement ou d'une insurrection pacifique prenant position sur le terrain même des protestations contre la mondialisation néo-libérale, pour « l'expropriation des expropriateurs » de la chose publique et sa réappropriation par les citoyens ordinaires. Je suis tenté de dire que le signifiant flottant de « communisme » pourrait désigner exactement ce contre-populisme, c'est-à-dire en nommer génériquement les tâches, mais le nom n'est pas ici ce qui importe le plus. Ce qui m'amène à une deuxième question. La question est souvent posée aux intellectuels « post-marxistes » de savoir comment ils se situent par rapport à la vieille alternative du « réformisme » et de la « révolution ». Le soupçon plane que le réformisme est l'autre nom du compromis avec le *statu quo*, et la révolution le fantasme d'un grand soir dont (même si on ne sait plus en identifier socialement les acteurs) on ne peut s'empêcher d'espérer l'épiphanie « événementielle ». Je dois dire que l'alternative me semble de moins

en moins pertinente. La temporalité à laquelle elle se réfère est métaphysique plutôt que politique. Et le problème n'est plus celui de choisir entre un « ordre existant » et une « transformation », mais entre deux transformations antithétiques. Ou plutôt d'opposer à la première déjà très avancée, dans laquelle les institutions du libéralisme fusionnent avec l'autoritarisme administratif et la dictature de la rentabilité des capitaux, un complexe de « réformes de structure » : chacune comportant des ruptures en soi révolutionnaires avec les logiques d'accumulation, d'uniformisation culturelle, de destruction de l'environnement et d'assujettissement à la concurrence illimitée, mais dont l'ensemble ne pourrait réussir qu'au prix d'une « rencontre » de forces morales et matérielles soutenue sur une très longue durée. Par où je retrouve mon point de départ : contingence, inquiétude, anticipation. Dans le mince écart de ces termes avec d'autres (impossible, désespoir, prophétie) se joue peut-être le sens de ce que nous appelons politique et du jugement que nous portons aujourd'hui sur son état.